COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

RAPPORT FINANCIER 2015

Assemblée Générale 28 juin 2016

SOMMAIRE

1. RAPPORT DU TRESORIER 4
2. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 6
3. ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 16
3.1. Chiffres clés 16
3.2. Faits caractéristiques de l'exercice 16
3.3. Principales règles et méthodes comptables 17
3.4. Résultat 17
3.5. Informations sur le bilan 18
3.6. Informations sur le compte de résultat 21
3.7. Autres informations 24
4. COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 26
4.1. Description du modèle socio-économique du CFSI 27
4.2. Politique de réserves 27
4.3. Règles d'établissement du compte d'emploi des ressources (CER) 27
4.4. Les emplois de l'exercice (colonne 1 du CER) 29
4.5. Les ressources (colonne 2 du CER) 34
4.6. L'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public (colonne 3 du CER) 34
4.7. Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2015 (colonne 4 du CER) 34
5. CONVENTIONS SIGNEES AVEC DES ORGANISATIONS REPRESENTEES AU CONSEIL DE DIRECTION 36
5.1. Conventions signées en 2015 36
5.2. Conventions exécutées en 2015 et signées lors des exercices précédents 38

1. RAPPORT DU TRÉSORIER

Ce rapport présente à l'assemblée générale les grandes lignes de l'évolution de la situation financière par rapport aux orientations et aux objectifs que s'étaient fixé le CFSI lors de notre Assemblée Générale de juin 2015. L'annexe présente tous les éléments d'information sur les comptes de l'exercice.

Pour éclairer la situation financière de notre association et ses enjeux à la clôture de l'exercice 2015, je vous propose, comme chaque année, de balayer les éléments marquants de l'année écoulée :

- Le premier fait marquant de l'exercice 2015 est qu'il présente un bilan en diminution par rapport à l'année passée, passant de 10 277 670 € à 7 196 996 €, en raison de la consommation des fonds dédiés pluriannuels affectés aux programmes qui touchent bientôt à leur terme (Agriculture et Alimentation, PCPA Algérie),
- Le solde de l'exercice est très légèrement positif 509,15 € que nous proposons d'affecter à la réserve statutaire comme l'année précédente.
- Le budget est globalement stable (il n'augmente que de 2 %), passant de 4 631 529 € à 4 721 921 €. La mise en œuvre des programmes pluriannuels se traduit par la continuité des dépenses liées à leur exécution et du montant des conventions associées. On a, en revanche, une baisse des engagements à réaliser (qui passent de 924 591 € à 744 639 €) du fait de la fin de cycle de plusieurs programmes triennaux.
- L'année 2015 est donc une année de « milieu/fin de cycle » pour plusieurs de nos activités clés, en particulier le Programme A&A et le PCPA Joussour – Algérie. Dans la continuité des années précédentes, la thématique Société Civile et Participation représente 55 % de nos emplois et la thématique Agriculture et Alimentation, en augmentation, en représente 32 %. C'est une année de transition : le montant total des sommes allouées aux missions sociales est en augmentation en valeur absolue, passant de 3 135 625 € à 3 451 874 €, alors que les ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées sont en baisse de 20 %.
- Le montant des charges de personnel a diminué de 4 % en 2015, passant de 809 225 € à 777 472 € du fait du changement d'organisation dans la direction. Plus de deux tiers du temps de l'équipe (68 %) a été affecté aux missions sociales en 2015, dans la continuité des années précédentes.
- L'exercice 2015 de transition se traduit également dans le financement du CFSI qui a été assuré à 74 % par des ressources de l'exercice et à 26 % par des reprises sur dotations aux engagements. Les subventions publiques et privées de l'exercice sont en forte baisse, passant de 3 426 202 € en 2014 à 2 280 492 € en 2015. Elles sont constituées à hauteur de 80 % par les cofinancements de l'Agence française de développement, les 20 % restant étant composés de subventions de diverses fondations privées (Fondation de France, Fondation Abbé Pierre…). Cette baisse liée au cycle de financement pluriannuel du CFSI constitue un enjeu important pour la stratégie de l'association sur les 3 prochaines années.
- Enfin, les fonds issus de la générosité sont en diminution de 6 % en 2015, passant de 539 810 € à 506 261 €, en raison de la difficulté du recrutement de nouveaux donateurs. Les dons réguliers par prélèvement ont diminué pour la première fois de 3 % malgré les opérations lancées, en revanche le don moyen par prélèvement et en retour du mailing de fidélisation sont en augmentation. De plus, six dons d'assurances-vie exceptionnels ont été enregistrés l'année dernière pour un montant de 154 711 €.

On voit ainsi se dessiner les dynamiques liées à l'activité du CFSI et les enjeux présents pour 2016 :

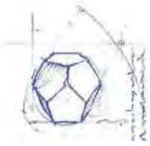
- L'exercice écoulé montre que le CFSI continue à bénéficier d'une bonne visibilité et de la confiance de bailleurs de fonds publics et de fondations partenaires, en particulier l'Agence Française de Développement et la Fondation de France.
- Néanmoins, la période de « milieu-fin de cycle » que connait l'association en raison du terme prochain de plusieurs programmes (Agriculture & Alimentation, PCPA Algérie) soulève des enjeux de financement pour les 3 prochaines années. Au-delà des demandes de subvention déjà initiées par l'équipe, il met en lumière notre besoin de renforcer et d'élargir nos ressources issues des fondations partenaires et de la générosité du public, triptyque indispensable à notre équilibre économique.
- Pour ce faire, le CFSI devra utiliser son expérience et sa capacité à construire des partenariats financiers de long terme, en particulier avec des fondations. Nous devons aujourd'hui nous appuyer sur ces acquis pour développer une approche proactive avec les financeurs afin de développer avec eux des relations de long terme nous permettant de poursuivre notre mission au service de la solidarité internationale.

Pour finir, je voulais conclure en souhaitant un débat riche et fructueux pour cette Assemblée Générale qui nous donne l'occasion cette année d'approfondir une question centrale pour nous : celle du sens de l'appartenance à notre plate-forme.

Christophe ALLIOT

Trésorier du CFSI

2. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



DOUCET, BETH & ASSOCIÉS
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

ASSOCIATION C.F.S.I.

RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2015

12-14 RUE DE L'EGLISE - 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 41 161,95 euros, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS - TVA intracommunautaire : FR 63 302 588 025

DOUCET, BETH & ASSOCIÉS
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

Association
COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
(C.F.S.I.)
32 RUE LE PELETIER - 75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

INTRODUCTION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 18 juin 2010, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'association COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (C.F.S.I.), tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- La justification de nos appréciations.
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

12-14 RUE DE L'EGLISE - 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 41 161,25 euros, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS - TVA intracommunautaire : FR 63 302 588 025

DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 13 juin 2016

DOUCET, BETH & Associés

Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

Représentée par Christophe BETH

DOUCET, BETH & ASSOCIÉS
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

ASSOCIATION C.F.S.I.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31/12/2015

12-14 RUE DE L'EGLISE - 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 41 161,25 euros, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS - TVA intracommunautaire : FR 68 302 588 025

DOUCET, BETH & ASSOCIÉS
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes

Association
COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
(C.F.S.I.)
32 RUE LE PELETIER - 75009 PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2015

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

12-14 RUE DE L'EGLISE - 75015 PARIS - TEL : 01 45 79 41 24 - TELECOPIE : 01 45 75 88 64
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 41 161,25 euros, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS – TVA intracommunautaire : FR 63 302 588 025

DOUCET, BETH & ASSOCIÉS

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Conventions sur projets signées avec des organisations dont les dirigeants sont membres du Conseil de direction du CFSI.

Le total des conventions signées avec ces organismes s'élève à **627 588,00 euros** pour l'exercice 2015 et se décompose ainsi :

- ADM Bourg en Bresse, représenté par Gérald Godreuil	800,00 euros
- ADM Grenoble, représenté par Gérard Godreuil	1 200,00 euros
- Coopération Atlantique, représenté par Elsa Cardinal	128 015,00 euros
- Cap Solidarités, représenté par Aït Essaghir El Hassan	2 700,00 euros
- ESSOR, représenté par Jean-Philippe Delgrange	66 333,00 euros
- GRDR, représenté par Pauline Casalegno	115 620,00 euros
- GRET, représenté par Damien Thibault	116 000,00 euros
- Batik, représenté par Pauline de la Cruz	64 040,00 euros
- CGT, représenté par Jean-Jacques Guigon	66 440,00 euros
- SPF, représenté par Lysia Beysselsance	66 440,00 euros

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Le total des conventions signées avec ces organismes s'élève à **415 623,00 euros** pour les exercices 2011 et suivants et se décompose ainsi :

- GRDR, représenté par Pauline Casalegno	164 774,00 euros
- GRET, représenté par Damien Thibault	215 849,00 euros
- ESSOR, représenté par Jean-Philippe Delgrange	35 000,00 euros

Fait à Paris, le 13 juin 2016

DOUCET, BETH & Associés

Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

Représentée par Christophe BETH

CFSI	**Bilan actif**	**N° Siret** 77568915100071
		NAF (APE) 8899b
32 RUE LE PELETIER		**N° Identifiant**
		Période du 01/01/15
75009 PARIS	**Document fin d'exercice**	**au** 31/12/15
		Tenue de compte : EURO

Sage 100 Comptabilité 16.05 Date de tirage 25/05/16 à 17:06:45 Page : 1

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311214
Immobilisations incorporelles	**20 451,14 €**	**19 942,50 €**	**508,64 €**	**682,60 €**
Logiciels	20 451,14 €	19 942,50 €	508,64 €	682,60 €
Logiciels en cours				
Immobilisations corporelles	**63 293,00 €**	**61 407,20 €**	**1 885,80 €**	**2 023,18 €**
Matériel, mobilier, agencement	63 293,00 €	61 407,20 €	1 885,80 €	2 023,18 €
Immobilisations financières	**22 309,59 €**		**22 309,59 €**	**23 998,86 €**
dépôt loyer, 1 % logement, Altermon	22 309,59 €		22 309,59 €	23 998,86 €
TOTAL II	**106 053,73 €**	**81 349,70 €**	**24 704,03 €**	**26 704,64 €**
Créances	**3 271 187,19 €**		**3 271 187,19 €**	**4 601 698,05 €**
Créances diverses	797 328,70 €		797 328,70 €	788 659,05 €
Subventions à recevoir	2 473 858,49 €		2 473 858,49 €	3 813 039,00 €
Banque	**2 147 206,86 €**		**2 147 206,86 €**	**3 064 985,26 €**
Autres titres	167 570,53 €		167 570,53 €	350 586,31 €
Disponibilités	1 979 636,33 €		1 979 636,33 €	2 714 398,95 €
Charges constatées d'avance	**1 753 898,27 €**		**1 753 898,27 €**	**2 584 282,79 €**
Charges constatées d'avance	1 753 898,27 €		1 753 898,27 €	2 584 282,79 €
TOTAL III	**7 172 292,32 €**		**7 172 292,32 €**	**10 250 966,10 €**
TOTAL GENERAL (I à VI)	**7 278 346,05 €**	**81 349,70 €**	**7 196 996,35 €**	**10 277 670,74 €**

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

CFSI 32 RUE LE PELETIER 75009 PARIS	**Bilan passif** **Document fin d'exercice**	**N° Siret** 77568915100071 **NAF (APE)** 8899b **N° Identifiant** **Période du** 01/01/15 **au** 31/12/15 Tenue de compte : EURO

Sage 100 Comptabilité 16.05 Date de tirage 25/05/16 à 17:06:45 Page : 2

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311214
Fonds associatif			**60 785,60 €**	**58 471,68 €**
Réserve statutaire			60 785,60 €	58 471,68 €
Réserves			**350 632,74 €**	**350 632,74 €**
Réserve opération de développement			350 632,74 €	350 632,74 €
Report à nouveau				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice			**509,15 €**	**2 313,92 €**
Résultat de l'exercice			509,15 €	2 313,92 €
TOTAL (I)			**411 927,49 €**	**411 418,34 €**
Provisions pour risques			**5 645,12 €**	
Provisions pour risques			5 645,12 €	
Provisions pour charges				
Provisions pour charges				
TOTAL (II)			**5 645,12 €**	
Fonds dédiés			**2 428 907,01 €**	**2 853 413,56 €**
Fonds dédiés sur fonds privés			850 933,25 €	1 097 174,32 €
Fonds dédiés sur subvention			1 577 973,76 €	1 756 239,24 €
Dépôts reçus bureaux			**8 214,48 €**	**7 708,56 €**
Dépôts sous locataires bureau			8 214,48 €	7 708,56 €
Dettes fourniss. & cptes rattachés			**2 570 818,14 €**	**3 163 822,36 €**
Subventions à reverser				
Dettes fourniss. & cptes rattachés			2 570 818,14 €	3 163 822,36 €
Dettes fiscales et sociales			**134 037,11 €**	**150 125,92 €**
Dettes fiscales et sociales			134 037,11 €	150 125,92 €
Produits constatés d'avance			**1 637 447,00 €**	**3 691 182,00 €**
Produits constatés d'avance			1 637 447,00 €	3 691 182,00 €
TOTAL (III)			**6 779 423,74 €**	**9 866 252,40 €**
TOTAL GENERAL (I à V)			**7 196 996,35 €**	**10 277 670,74 €**

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

CFSI
32 RUE LE PELETIER
75009 PARIS

Compte de résultat

Document fin d'exercice

N° Siret 77568915100071
NAF (APE) 8899b
N° Identifiant
Période du 01/01/15
au 31/12/15
Tenue de compte : EURO

Sage 100 Comptabilité 16.05 — Date de tirage 25/05/16 à 17:06:46 — Page : 1

Détail des postes			Au 311215	Au 311214
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats et services			**478 154,54 €**	**501 857,34 €**
bureaux loyer et charges			62 820,20 €	74 213,69 €
Fournitures et copies			8 345,42 €	13 202,62 €
Sous traitance			122 976,16 €	103 382,46 €
Autres locations			2 033,41 €	
Entretien, assurances, documentatio			38 104,64 €	27 884,25 €
Honoraires et expertise			19 170,00 €	20 616,00 €
Impression, publication			35 990,69 €	59 627,68 €
Deplacements et frais de mission			120 713,99 €	140 864,82 €
Affranchissements, téléphone			39 095,95 €	32 391,04 €
Autres services extérieurs			28 904,08 €	29 674,78 €
Impôts, taxes et vers. assimilés			**3 108,16 €**	**3 139,03 €**
Taxe sur les bureaux			3 108,16 €	3 139,03 €
Ressources humaines salariées			**777 472,07 €**	**809 225,91 €**
Salaires et stagiaire			485 669,14 €	501 012,40 €
Cotisations sociales			291 802,93 €	308 213,51 €
Dotations aux amortis. & provisions			**9 348,72 €**	**5 724,39 €**
Amort. sur immobilisations			3 703,60 €	5 724,39 €
Dotation provision risque			5 645,12 €	
Autres charges			**2 688 581,80 €**	**2 381 844,30 €**
Convention sensibilisation, étude			58 000,00 €	33 150,00 €
Convention initiatives developpemen			1 680 169,53 €	967 746,80 €
Allocations partenariales			937 515,13 €	1 355 001,49 €
Autres charges de gestion			12 897,14 €	25 946,01 €
TOTAL I			**3 956 665,29 €**	**3 701 790,97 €**
CHARGES FINANCIERES (III)			**14 311,27 €**	**797,09 €**
Intérêts et charges assimilées				3,42 €
Différences négatives de change			14 311,27 €	793,67 €
CHARGES EXEPTIONNELLES			**1 414,19 €**	
Charges sur exercices antérieurs			1 414,19 €	
ENGAGEMENTS			**744 639,21 €**	**924 591,48 €**
Engagements sur fonds privés			102 735,98 €	181 344,79 €
Engagements subventions publiques			641 903,23 €	743 246,69 €
IMPOTS			**4 382,00 €**	**2 036,00 €**
Impôts sur les intérêts livrets			4 382,00 €	2 036,00 €
Solde créditeur			**509,15 €**	**2 313,92 €**
Bénéfice			509,15 €	2 313,92 €
TOTAL GENERAL (CHARGES)			**4 721 921,11 €**	**4 631 529,46 €**

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

CFSI	Compte de résultat	N° Siret	77568915100071
		NAF (APE)	8899b
32 RUE LE PELETIER		N° Identifiant	
		Période du	01/01/15
75009 PARIS	Document fin d'exercice	au	31/12/15
		Tenue de compte : EURO	

Sage 100 Comptabilité 16.05 Date de tirage 25/05/16 à 17:06:46 Page : 2

Détail des postes			Au 311215	Au 311214
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Dons et legs			**660 973,47 €**	**566 940,67 €**
Dons du public			506 261,84 €	539 809,99 €
Legs et assurances vie			154 711,63 €	27 130,68 €
Subventions			**2 280 492,68 €**	**3 426 202,00 €**
Subventions publiques			1 856 687,32 €	2 639 717,17 €
Subventions privées			423 805,36 €	786 484,83 €
Autres produits			**569 128,79 €**	**310 338,30 €**
Autres produits			16 541,16 €	30 421,13 €
Cotisation des membres			26 875,00 €	30 740,00 €
Apports membre-partenaire iniatives			525 712,63 €	249 177,17 €
TOTAL (A+B)			**3 510 594,94 €**	**4 303 480,97 €**
PRODUITS FINANCIERS (III)			**30 993,77 €**	**12 836,76 €**
Intérêts des livrets			20 126,61 €	12 689,50 €
Différences positives de change			10 867,16 €	147,26 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)			**11 186,66 €**	
Sur opérations de gestion			1 509,93 €	
autres produits exceptionnels				
Transferts charges			9 676,73 €	
Reprise sur fonds dédiés			**1 169 145,74 €**	**315 211,73 €**
Reprise fonds dédiés fonds privés			348 977,03 €	241 331,87 €
Reprise sur fonds dédiés subvention			820 168,71 €	73 879,86 €
Solde débiteur				
Perte				
TOTAL GENERAL (PRODUITS)			**4 721 921,11 €**	**4 631 529,46 €**

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

3. ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE

3.1. Chiffres clés

Les comptes de l'exercice ont été approuvés par le conseil de direction le 2 juin 2016, en présence du commissaire aux comptes, Monsieur Christophe Beth.

- Total du bilan 7 196 996,35 €
- Total du compte de résultat 4 721 921,11 €
- Résultat de l'exercice 509,15 €

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

La mise en œuvre du cadre stratégique 2013 – 2016

L'exécution du budget 2015 s'est inscrite dans la mise en œuvre du cadre stratégique du CFSI 2013-2016. Les activités menées se concentrent autour des trois métiers du CFSI :

- la mise en place de mécanismes de soutien pour financer l'action des membres du CFSI avec une progression des montants dédiés aux membres du CFSI pour le fonds agriculture et alimentation et les activités liées à société civile et participation aux politiques publiques ;
- l'animation d'espaces d'échanges entre les membres et leurs partenaires concrétisée par plusieurs activités de capitalisation (nourrir les villes, programmes concertés pluri-acteurs et coopérer autrement en acteurs de changement) ;
- l'élargissement des espaces de coopération à travers les activités menées dans le cadre des quatre programmes accompagnés par l'AFD.

Principaux éléments financiers

Le total du bilan au 31/12/2015 est en diminution par rapport au 31/12/2014 passant de 10 277 670,74 € à 7 196 996,35 €. Cette diminution s'explique par le fait que le programme Agriculture et Alimentation arrive à terme le 31/03/2016. La réalisation des projets a donc été comptabilisée cette année et par conséquent a fait diminuer les charges et produits constatés d'avance inscrits au bilan les années précédentes ainsi que les fonds dédiés à ces activités. Une réalisation similaire a été actée sur le PCPA Algérie qui s'achève en septembre 2015.

L'augmentation des charges du compte de résultat 2015 (2 %) est également liée au calendrier de ces deux programmes, beaucoup de rapports présentant les réalisations ont été produits. Les charges de l'exercice, hors dotations aux engagements, augmentent de 7 %.

En termes de ressources, le CFSI bénéficie du soutien des pouvoirs publics français (Agence Française de Développement), de ses donateurs individuels et de fondations privées.

Les fonds issus de la générosité sont en augmentation (566 941 € à 660 973 €). Cette évolution exceptionnelle est liée uniquement à la réception de quelques legs. Les fonds collectés auprès des donateurs sont eux en diminution – 6 % (539 810 € à 506 262 €). Cette diminution s'explique d'une part par la difficulté à recruter de nouveaux donateurs constatée en 2014 et en 2015 et d'autre part par les effets de la crise économique.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

3.3. Principales règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation comptable française en vigueur résultant des règlements du Comité de la Réglementation comptable (règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations).

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Il est établi pour les mêmes opérations :

- une comptabilité générale tenue selon le plan comptable général, en particulier celui des associations, aboutissant au bilan et au compte de résultat ;
- une comptabilité analytique qui ventile les charges et les produits par destination, c'est à dire en fonction de chaque objectif ou action.

Les subventions sont comptabilisées de la manière suivante :

- la part des subventions prévue pour l'exercice est constatée en produits de l'exercice ;
- les montants contractuels accordés et non encore versés au 31 décembre sont inscrits à l'actif du bilan dans la rubrique subventions à recevoir ;
- la part des subventions relative aux exercices futurs est inscrite au passif du bilan en produits constatés d'avance ;
- le cas échéant, quand une subvention prévue pour l'exercice n'a pas été utilisée en totalité, l'engagement d'emploi est inscrit en charges à la rubrique « engagements à réaliser sur subvention » et en fonds dédiés sur subventions au passif du bilan.

Concernant le suivi des programmes cofinancés, le compte de résultat retrace les différents mouvements liés aux conventions signées avec les organisations membres du CFSI ou partenaires (PCPA, programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest, campagne ALIMEN**TERRE,** CAAC) impliquées dans l'exécution des programmes. A la fin de l'exercice, pour les programmes pluriannuels, les comptes sont arrêtés au regard de l'avancement de chaque programme ou projet. La part des conventions signées avec les organisations membres ou partenaires et correspondant à des charges non réalisées au 31/12/2015 est inscrite en charges constatées d'avance. Autrement dit, tous les engagements pris avant la fin de la clôture de l'exercice sont constatés dans la comptabilité du CFSI.

Les apports en nature des organisations parties prenantes aux actions subventionnées sont introduits au titre des contributions valorisées pour mettre en harmonie la comptabilité analytique avec les tableaux financiers de justification des cofinancements. Ces opérations, d'un montant de 158 866 €, ne sont pas intégrées dans le compte de résultat.

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources est intégré à l'annexe comptable en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005. Il est présenté selon l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement 2008-12 du CRC. Les modalités de sa présentation ont été arrêtées par le conseil de direction du CFSI.

3.4. Résultat

Le compte de résultat 2015 laisse apparaître un solde positif de 509,15 €. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de l'affecter, conformément aux statuts du CFSI, à la réserve statutaire qui se montera après affectation à 61 294,75 €.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

3.5. Informations sur le bilan

Informations sur les comptes de bilan - actif

Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

IMMOBILISATIONS	Immobilisation	Augmentation	Diminution	Immobilisation
	01/01/2015			31/12/2015
Logiciels	19 990,58	1 531,05	1 070,49	20 451,14
Logiciels en cours d'acquisition	0,00			
Mobilier et matériel de bureau	7 017,17		221,05	6 796,12
Matériel informatique	14 648,35	1 861,21	410,24	16 099,32
Travaux siège social	40 397,56	0,00	0,00	40 397,56
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	**82 053,66**	**3 392,26**	**1 701,78**	**83 744,14**

Les investissements correspondent à l'acquisition de matériel informatique (ordinateurs et logiciels). La diminution de l'actif immobilisé correspond principalement à la mise au rebut de logiciels, de mobilier et matériel de bureau, de matériel informatique, amortis qui ne sont plus utilisés.

Tableau des amortissements

Le mode linéaire d'amortissement est retenu pour toutes les immobilisations. Les durées principales d'amortissement sont :

- 12 mois pour les logiciels ;
- 3 ans pour le matériel informatique ;
- 5 ans pour le mobilier et le matériel de bureau ;
- 8 ans pour les travaux.

AMORTISSEMENTS	Amortissement	Dotation	Sortie de l'actif	Amortissement
	01/01/2015			31/12/2015
Logiciels	19 307,98	1 705,01	1 070,49	19 942,50
Mobilier et matériel de bureau	7 017,17	0,00	221,05	6 796,12
Matériel informatique	12 625,17	1 998,59	410,24	14 213,52
Travaux siège social	40 397,56	0,00	0,00	40 397,56
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	**79 347,88**	**3 703,60**	**1 701,78**	**81 349,70**

Immobilisations financières : 22 309,59 € (23 998,86 € au 31/12/2014)

Les immobilisations financières concernent :

- le dépôt de garantie pour les bureaux du 32 rue Le Peletier 15 228,38 €
- le compte de prêt auprès de l'OCIL (collecteur du 1 % logement) 4 081,21 €
- la souscription de parts de la SCIC Altermondes 3 000,00 €.

Créances diverses : 797 328,70 € (788 659,05 € au 31/12/2014)

Les créances diverses sont à échéance inférieure à un an. Elles se répartissent de la manière suivante :

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

- produits à recevoir correspondant notamment à des refacturations pour les programmes (ex : festival de films) et les sous-locataires, des dons, des cotisations et des apports pour les projets dus au titre de 2015 et encaissés en 2016 (121 948,46 €) ;
- acomptes versés à des organisations membres et partenaires dans le cadre de conventions de financement (la majorité des conventions prévoient un acompte de 50 % à la signature) et autres créances (675 380,24 €).

Subventions à recevoir au 31/12/2015 : 2 473 858,49 € (3 813 039 € au 31/12/2014)

	Montant brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'un an
Agence Française de Développement	1 853 360	919 260	934 100
Autres subventions	620 498	620 498	
TOTAL	**2 473 858**	**1 539 758**	**934 100**

Valeurs mobilières de placement : 167 570,53 € (350 586,31 € au 31/12/2014)

Le portefeuille est constitué de parts de placements type Fonds commun de placement. Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont valorisées selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Valeur inscrite au bilan au 31/12/2015 167 570,53 €

Plus-value latente 284,24 €

Charges constatées d'avance : 1 753 898,27 € (2 584 282,79 € au 31/12/2014)

Ce poste concerne les charges de l'exercice 2016 et des exercices suivants. On distingue :

- la part des activités qui se dérouleront après le 31/12/2015 dans le cadre des conventions avec les membres du CFSI (1 415 072 €) et les partenaires du programme agriculture et alimentation et des PCPA Algérie et Congo (324 548 €) :
- les charges engagées au titre des programmes et qui se dérouleront après le 31/12/2015 : frais de déplacement, loyer cellule (4 870 €) ;
- les charges engagées en 2015 pour le fonctionnement : location de la machine à affranchir, contrat d'assistance pour les logiciels de comptabilité et paie et fournitures non consommées au 31/12/2015 (9 408 €).

Informations sur les comptes de bilan – passif

Provisions pour risques : 5 645,12 € (néant au 31/12/2014)

Ces provisions sont de deux types :

- risque de non remboursement de sommes dues par des partenaires du PCPA Congo, en remboursement d'un trop versé dans le cadre d'un projet cofinancé (2 645,12 €) ;
- risque sur Altermondes (3 000 €).

Fonds propres : 411 927,49 € (411 418,34 € au 31/12/2014)

Conformément aux décisions de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2014, le résultat de l'exercice 2014 a été affecté à la réserve statutaire.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

FONDS PROPRES	01/01/2015	mouvement exercice 2015	résultat 2015	31/12/2015
Réserve statutaire	58 471,68	2 313,92		60 785,60
Réserve opérations de développement	350 632,74			350 632,74
Report à nouveau	0,00	0,00		0,00
Résultat de l'exercice	2 313,92	-2 313,92	509,15	509,15
Total des fonds propres	**411 418,34**	**0,00**	**509,15**	**411 927,49**

Fonds dédiés : 2 428 907,01 € (2 853 413,56 € au 31/12/2014)

Les fonds dédiés correspondent à :

- la part non utilisée des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets pluriannuels ;
- la part des engagements pris sur les fonds privés (produits de la collecte) et qui n'a pas encore été totalement utilisée dans le cadre de projets pluriannuels conventionnés.

ORIGINE DES FONDS	Solde au 01/01/2015	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/2015
Subventions publiques	1 756 239,24	641 903,23	820 168,71	1 577 973,76
Générosité du public	195 938,17	69 087,33	170 486,05	94 539,45
Subventions privées	901 236,15	33 648,65	178 491,00	756 393,80
TOTAL	2 853 413,56	744 639,21	1 169 145,76	2 428 907,01

Dépôts reçus : 8 214,48 € (7 708,56 € au 31/12/2014)

Il s'agit des dépôts versés par les sous-locataires des bureaux loués par le CFSI au 32, rue Le Peletier (Inter-réseaux et F3E).

Dettes fournisseurs - comptes rattachés : 2 570 818,14 € (3 163 822,36 € au 31/12/2014)

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés comprennent :

- les dettes fournisseurs (fournitures, services) : 723 915.76 € ;
- les dettes liées aux conventions avec les membres du CFSI (pour chaque opération, une convention est rédigée et prévoit un règlement du programme en plusieurs tranches) soit 1 467 300 € dont 175 571 € correspondant à des conventions à échéance supérieure à un an ;
- les dettes liées aux conventions avec les partenaires du CFSI (PCPA, fonds agriculture et alimentation, ALIMEN**TERRE**) : 379 602 € dont 39 678 € sont à échéance supérieure à un an.

Dettes fiscales et sociales : 134 037,11 € (150 125,92 € au 31/12/2014)

Ces dettes comprennent

- les dettes sociales : dotations aux congés payés (42 551 €), les cotisations sociales et les taxes sur les salaires dues au 31/12/2015 qui ont été réglées au début de l'année 2016 (62 794 €) et les cotisations sociales sur les congés à payés (24 310 €) ;
- les dettes fiscales : 4 382 € correspondant à l'impôt sur les intérêts perçus sur les livrets d'épargne.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Produits constatés d'avance : 1 637 447 € (3 691 182 € au 31/12/2014)
Les produits constatés d'avance correspondent à la partie rattachée aux exercices futurs des subventions reçues et pour lesquelles le CFSI a signé une convention pluriannuelle de financement.

Autres informations

Information résumée sur l'état des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES			
	Montant brut	à 1 an	à plus d'1 an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts OCIL et dépôt loyer	22 309,59	15 228,38	7 081,21
Créances de l'actif circulant			
Créances diverses	797 328,70	797 328,70	
Subventions à recevoir	2 473 858,49	1 539 758,49	934 100,00
TOTAL CREANCES	**3 293 496,78**	**2 352 315,57**	**941 181,21**
DETTES			
Dettes financières			
Dépôts reçus pour bureau	8 214,48	8 214,48	
Autres dettes	0,00		
Dettes fournisseurs	2 570 818,14	2 355 569,05	215 249,09
Dettes fiscales et sociales	134 037,11	134 037,11	
TOTAL DETTES	**2 713 069,73**	**2 497 820,64**	**215 249,09**

Engagements hors bilan

Le CFSI est colégataire universel avec 5 associations du legs de M Pierre-Marcel Colombier dont l'état de l'actif et du passif révèle une succession bénéficiaire. Le montant qui reviendra au CFSI, au jour de la clôture des comptes, reste inconnu.

3.6. Informations sur le compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Les éléments précisés ci-dessous concernent les évolutions significatives constatées pour certains postes. Les dépenses par destination sont décrites dans l'annexe au compte d'emploi des ressources.

Les charges

Les achats et services extérieurs : 478 154,54 € (501 857,34 € en 2014)
Les achats et les services extérieurs sont en diminution de 4,7 %. A l'intérieur de cette rubrique, on constate :

- des postes en augmentation : le poste sous-traitance et notamment les dépenses liées liées à l'évaluation du programme AeA et le poste entretien-assurance-documentation lié à l'activité des programmes et à la maintenance des différents sites Internet.;
- des postes en diminution : les loyers (régularisation de charges), les publications et les déplacements, postes qui sont liés aux activités des programmes.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Les ressources humaines : 777 472,07 € (809 225,91 € en 2014)

Les charges liées aux ressources humaines salariées représentent 19,5 % du budget hors dotations aux engagements. Elles sont en diminution par rapport à l'an passé du fait d'une organisation différente de la direction.

Les cinq salaires bruts les plus élevés se montent à 237 432 €.

Les autres charges : 2 688 581,80 € (2 381 844,30 € en 2014)

Les autres charges incluent principalement :

- les conventions signées avec des membres et des partenaires du CFSI pour les programmes de coopération ou avec des partenaires pour la campagne ALIMEN**TERRE** ;
- les dépenses réalisées par les cellules exécutives des PCPA en Algérie et au Congo ;

En 2015, 124 conventions ont fait l'objet d'un suivi dont 52 signées au cours de l'exercice. 55 conventions pluriannuelles ne sont pas entièrement justifiées fin 2015 et seront exécutées en 2016 et 2017.

Membres et partenaires concernés	Montant exécuté en 2014	Montant exécuté en 2015
23 conventions suivies en 2015 avec les membres du CFSI : Agrisud, Batik International, Cap Solidarités, CGT, Coopération Atlantique, ESF, Essor, GERES, Grdr, Gret, SPF.	662 566,42	721 437,50
26 conventions suivies en 2015 avec des partenaires du CFSI : programme nourrir les villes	359 926,29	538 066,83
Cellule Congo (gouvernance, formation, animation)	520 270,03	346 234,84
38 associations algériennes membres du PCPA Algérie	438 791,22	688 659,80
Cellule Algérie (gouvernance, formation, animation)	341 194,33	323 285,71
Sous total conventions et charges liées aux actions de développement	**2 322 748,29**	**2 617 684,68**
ALIMEN**TERRE** (membres du CFSI : Associations locales Artisans du Monde, Cap Solidarités, Coopération Atlantique,)	4 200,00	4 200,00
ALIMEN**TERRE** 17 conventions signées avec les pôles et relais non membres du CFSI,	28 950,00	53 800,00
sous total conventions liées aux actions de sensibilisation et étude plaidoyer	**33 150,00**	**58 000,00**
TOTAL	**2 355 898,29**	**2 675 684,68**

Les engagements à réaliser sur les ressources affectées : 744 639,21 € (924 591,48 € en 2014)

Il s'agit des engagements à réaliser sur les fonds affectés à des programmes. La dotation est inférieure à celle constatée en 2014 car deux programmes sont dans leur dernière année de réalisation.

Les ressources

Le financement de l'exercice a été assuré à 74 % par des ressources de l'exercice et à 26 % par des reprises sur dotations aux engagements sur les ressources affectées.

Les ressources hors reprise sur ressources affectées

Les ressources de l'exercice comprennent :

- des dons et legs ;

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

- des subventions privées et des subventions publiques correspondant à des cofinancements de l'Agence Française de Développement (ALIMEN**TERRE**, PCPA Algérie, PCPA Congo, convention programme société civile et participation) et de l'Union européenne (ALIMEN**TERRE**) ;
- des produits divers (cotisations, participation des organisations membres ou partenaires au financement des actions, etc.).

Les dons 506 261,84 € (539 809,99 € en 2014)

Le montant des dons enregistrés en 2015 est en diminution de 6 % par rapport à 2014. Cette diminution s'explique par la difficulté à recruter de nouveaux donateurs. La stratégie de collecte a été validée par le conseil de direction de mai 2015. Les appels à la générosité ont été déclinés de la manière suivante :

- fidélisation :
  - mailing de fidélisation se traduisant par l'envoi d'une lettre de demande de soutien accompagnée du « Courrier du CFSI » adressée aux donateurs réguliers du CFSI (1 numéro par an), envoi de « l'Essentiel de l'année 2014 » et envoi de deux lettres simples d'appel au don. Compte tenu de la diminution du nombre de donateurs contactés, la collecte via les mailings a diminué de 5 % mais le taux de retour a été plus élevé conduisant à une progression du don moyen de 70 à 76 € sur les mailings ;
  - des opérations visant à augmenter le nombre de personnes prélevées : les prélèvements représentent 48 % des montants collectés mais pour la première année depuis 2001, on assiste à une diminution du nombre de donateurs prélevés (- 3 %). A noter toutefois que les montants collectés restent constants grâce à l'engagement de donateurs qui ont accepté d'augmenter leur prélèvement ;
- réactivation : une opération téléphonique pour relancer des donateurs n'ayant pas effectué de dons depuis plus de 2 ans : 806 donateurs ont renouvelé leur engagement vis à vis du CFSI ;
- recrutement : 100 donateurs ont été recrutés en 2015. Toutefois, les opérations menées (opération de recrutement par email / téléphone et par mailing postal) n'ont pas été concluantes.

	nombre dons	montants	don moyen	nombre dons	montants	don moyen	évolution nombre dons	évolution montants collectés
	2014	2014	2014	2015	2015	2015		
Donateurs fidèles	20 448	520 236	25	19 757	502 018	25	-3%	-4%
Nouveaux donateurs	589	19 547	33	101	4 244	42	-83%	-78%
Total	**21 037**	**539 783**	**26**	**19 858**	**506 262**	**25**	-6%	-6%

Les legs : 154 711,63 € (27 130,68 € en 2014)

Les legs / assurances vie sont comptabilisés au moment de l'encaissement. En 2015, six assurances vie ont été enregistrées.

Les subventions publiques et privées : 2 280 492,68 € (3 426 202,00 € en 2014)

Les montants indiqués ci-dessous correspondent au montant affecté à l'exercice.

La part, prévue au budget sur l'exercice et non consommée en cours d'année est inscrite en charges en dotations aux engagements. Si en cours d'année, une convention est signée, la part de la subvention concernant les exercices futurs est inscrite en produits constatés d'avance. Elle n'apparait donc pas dans les montants indiqués ci-dessous.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

OBJET	Origine	Montant de l'exercice
Nourrir les villes et ALIMEN**TERRE**	AFD	484 021
PCPA Algérie - Joussour	AFD	269 422
PCPA Congo	AFD et UE	838 244
Coopérer autrement en acteurs de changement	AFD	265 000
Subventions publiques		**1 856 687**
Nourrir les villes	Fondation de France	100 413
Coopérer autrement en acteurs de changement	Fondation Abbé Pierre	50 000
Guinée Coopération Atlantique	Fonds de dotation Canal Plus	134 963
ALIMEN**TERRE**, Fonds AEA,	Autres	138 429
Subventions privées		**423 805**
TOTAL		**2 280 493**

Les autres produits : 569 128,79 € (310 338,30 € en 2014)

Les autres produits comprennent :

- les cotisations des membres du CFSI (26 875 €) ;
- les participations des membres et des partenaires au financement des conventions (525 713 €) ;
- des produits divers de gestion (16 541 €) incluant notamment des ressources pour le festival de films ALIMEN**TERRE**, les adhésions des organisations françaises et congolaises au PCPA Congo.

Les produits financiers : 30 993,77 € (12 836,76 € en 2014)

Les produits financiers comprennent les différences positives de change (10 867 €) et les produits financiers issus des placements des livrets et des placements financiers (20 127 €). Ils sont en progression du fait d'une variation importante du taux de change du Dinar algérien et d'un volume de trésorerie placée en 2015 plus important (du fait du rythme des programmes).

Les reprises sur ressources affectées : 1 169 145,74 € (315 211,73 € en 2014)

Il s'agit de reprises effectuées au cours de l'exercice 2015 sur des ressources affectées à des actions pluriannuelles et utilisées durant l'exercice. Elles concernent :

- des fonds dédiés sur subventions, soit 820 169 € (PCPA Algérie et Congo, le programme coopérer autrement en acteurs de changement) ;
- des fonds privés, soit 348 977 € pour différents programmes dont 170 486 € correspondent à des fonds issus de la générosité du public.

3.7. Autres informations

Contributions volontaires à titre gratuit

Les contributions volontaires à titre gratuit sont comptabilisées pour prendre en compte les apports en nature des membres et des organisations partenaires aux programmes cofinancés en Algérie et au Congo. Elles se montent à 158 866 € mais ne sont pas incluses dans le compte de résultat.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

En complément, le CFSI estime le nombre de bénévoles mobilisés sur ces différentes activités à 45 équivalents temps plein.

Ressources humaines

Effectif salarié au 31/12/2015 10,8 équivalents temps plein.

Les trois principaux dirigeants du CFSI sont les membres élus du bureau (président, vice-président, trésorier) qui assument leur fonction à titre bénévole.

Avantages en nature (dirigeants et bénévoles) néant

Fonctionnement statutaire et gestion désintéressée

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil de direction. Seuls les frais de déplacements des membres du conseil de direction résidant en province et venant à Paris pour les réunions statutaires sont remboursés sur justificatif (billet SNCF). Le total de ces remboursements, tous déplacements confondus, se monte à 1 249 €

Liste des filiales et autres organismes

Néant

Agrément du Comité de la Charte

En mars 2013, le CFSI a obtenu la reconduction de son agrément triennal par le Comité de la Charte du Don en Confiance.

Commissaire aux comptes

Les comptes de l'exercice sont certifiés par le Cabinet Doucet Beth et Associés. Le montant des honoraires versés s'élève à 14 520 € TTC.

Un audit spécifique a été réalisé au cours de l'exercice, en complément de l'audit annuel, par le Cabinet Doucet Beth & Associés :

- PCPA Congo dans le cadre du compte rendu UE 4 200 € TTC

Faits postérieurs à l'exercice et perspectives d'activités

Le CFSI a démarré l'exercice 2015 en poursuivant la mise en œuvre des actions bénéficiant de cofinancements pluriannuels (PCPA Algérie, PCPA Congo, programme coopérer autrement en acteurs de changement, programme agriculture et alimentation).

Le Comité de la Charte a renouvelé l'agrément triennal du CFSI.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

4. COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

	colonne1	colonne 3		colonne 2	colonne 4
EMPLOIS	**EMPLOIS 2015 = COMPTE DE RESULTAT**	**AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC UTILISEES SUR 2015**	**RESSOURCES**	**RESSOURCES 2015**	**SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC ET UTILISEES SUR 2015**
MISSIONS SOCIALES			**Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice**		115 304
agriculture et alimentation	1 270 741	311 860	**1. RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC**		
société civile et participation	2 181 133	179 274	1.1. Dons et legs collectés		
TOTAL DES MISSIONS SOCIALES	**3 451 874**	**491 133**	Dons manuels non affectés	504 776	504 776
FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			Dons manuels affectés		
frais d'appel à la générosité du public	173 092	173 092	Legs non affectés	154 712	154 712
frais de recherche des autres fonds privés	13 915	0	Legs affectés		
frais de recherche de subventions publiques	22 934	0			
TOTAL FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	**209 941**	**173 092**			
FRAIS DE FONCTIONNEMENT			**TOTAL RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC**	**659 488**	
vie associative	26 550	0	2. Autres fonds privés	423 805	
fonctionnement	229 564	96 903	3. Subventions et autres concours publics	1 856 687	
communication institutionnelle	49 168	0	4. Autres produits	603 118	
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	**305 282**	**96 903**			
I Total des emplois inscrits au compte de résultat	**3 967 097**		**I Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat**	**3 543 098**	
II Dotations aux provisions			II Reprises de provisions		
III Engagements à réaliser sur ressources affectées	744 639		III Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	1 169 146	
			IV Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		101 399
IV Excédent des ressources de l'exercice	509		V Insuffisance de ressources de l'exercice	0	
V TOTAL GENERAL	**4 712 244**	**761 128**	**TOTAL GENERAL**	**4 712 244**	**760 887**
V Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public			VI Total des emplois financés par les ressources collectés auprès du public		761 128
VI Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		115 062
VII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		761 128			

Paris, le 2 juin 2016

Yves Le Bars
Président

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Christophe Alliot
Trésorier

4.1. Description du modèle socio-économique du CFSI

Le CFSI est une plate-forme regroupant des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Son objet social le conduit à mener des activités de solidarité internationale. Elles se concrétisent par des programmes de développement, de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer auprès des décideurs.

Le financement du CFSI est assuré par la générosité du public, par des bailleurs de fonds publics et privés et par les apports de ses membres et de ses partenaires sous forme de cotisation et d'apports à des projets.

Les missions sociales du CFSI se concentrent autour de trois métiers :

- la mise en place de mécanismes de soutien pour financer l'action des membres du CFSI et les actions menées par les partenaires des PCPA Algérie et Congo grâce aux dons collectés auprès du public et en construisant des fonds de financement avec des partenaires privés ou publics ;
- l'organisation et la gestion d'espaces collectifs mobilisateurs autour d'un thème sectoriel ou géographique ;
- l'animation et la valorisation des activités menées, notamment des formations pour la campagne ALIMEN**TERRE**, et des travaux de capitalisation relatifs aux différents programmes.

4.2. Politique de réserves

Les réserves du CFSI se montent au 31 décembre 2015, à 1,2 mois d'activité (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotation aux engagements). Ce ratio reste similaire à celui constaté au 31/12/2014.

Toutefois, le CFSI ne réussit pas à mobiliser suffisamment de ressources lui permettant d'augmenter significativement ses réserves. Une réserve correspondant à trois mois d'activité serait nécessaire pour garantir une pérennité des actions.

4.3. Règles d'établissement du compte d'emploi des ressources (CER)

Les règles d'établissement du compte d'emploi des ressources ont été définies par le Conseil de direction de décembre 2009 puis arrêtées par le Conseil de direction de mai 2010.

Définition des missions sociales

Les missions sociales du CFSI correspondent aux axes programmatiques réaffirmées dans le cadre stratégique 2013 – 2016 adopté par l'assemblée générale de juin 2012 :

- *agriculture et alimentation* qui correspond à un ensemble d'actions en faveur du développement de l'agriculture familiale et de la promotion du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire ;
- *société civile et participation* qui vise d'une part à renforcer les organisations de la société civile des pays du Sud pour qu'elles participent à la définition et au suivi des politiques publiques et d'autre part à faire connaître leurs initiatives auprès du public et des décideurs.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Principe d'affectation des coûts

Les coûts sont imputés dans la comptabilité analytique qui intègre les trois rubriques du CER :

- les missions sociales où figurent tous les coûts directs liés aux activités réalisées dans le cadre de ces missions ;
- les frais de recherche de fonds où figurent tous les frais d'appel à la générosité du public, les frais de recherche et de suivi des fonds privés et des fonds publics ;
- les frais de fonctionnement où sont inclus tous les coûts indirects des activités et les coûts de structure et de direction générale.

Les frais de personnel sont imputés aux différentes rubriques du CER en fonction des temps passés par les salariés sur les activités liées à leur poste. A cet effet, chaque salarié remplit une feuille temps mensuelle. Celle-ci permet d'imputer :

- le temps de travail dédié à la mise en œuvre des missions sociales qui disparaîtrait si la mission sociale n'existait plus (appui, animation, étude) ;
- le temps de travail correspondant à la recherche de fonds ;
- le temps de travail nécessaire à la direction, l'administration générale de l'association, à la vie associative et à la communication institutionnelle.

Principes d'affectation des ressources aux missions sociales

L'affectation des ressources aux missions sociales (ressources issues de la générosité du public, subventions et autres ressources) est réalisée à partir des budgets d'activité :

- ceux comprenant des ressources publiques et privées font l'objet d'une convention avec les bailleurs indiquant la répartition des fonds publics et des fonds issus de la générosité du public ;
- les budgets d'activités comprenant seulement des ressources issues de la générosité du public (ex. appels à initiatives sur fonds propres) sont votés par le Conseil de direction dans le cadre du vote du budget général lui-même approuvé par l'assemblée générale ou le cas échéant lors d'un vote spécifique.

Cette répartition est le cas échéant ajustée en cours d'exercice dans le cadre du suivi budgétaire et en fin d'exercice lors de l'arrêté des comptes en fonction des financements obtenus et des dépenses engagées.

Principes concernant le financement des frais de recherche de fonds et le fonctionnement

Les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement sont financés par :

- une quote-part des ressources publiques et privées finançant les missions sociales conformément au pourcentage autorisé par les bailleurs de fonds (généralement 7 % du coût des missions sociales) ;
- les ressources spécifiques comme les cotisations des organisations membres du CFSI ;
- la part éventuelle non financée par ces différentes ressources est financée par les ressources issues de la générosité du public. Elle est indiquée dans le CER. L'excédent éventuel de ces ressources finance les frais de recherche de fonds.

Principes concernant les immobilisations

La mise en œuvre des missions sociales ne nécessite pas d'immobilisation. De fait, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'ont pas été utilisés dans l'élaboration du CER (rubrique 5 et 6 des emplois).

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

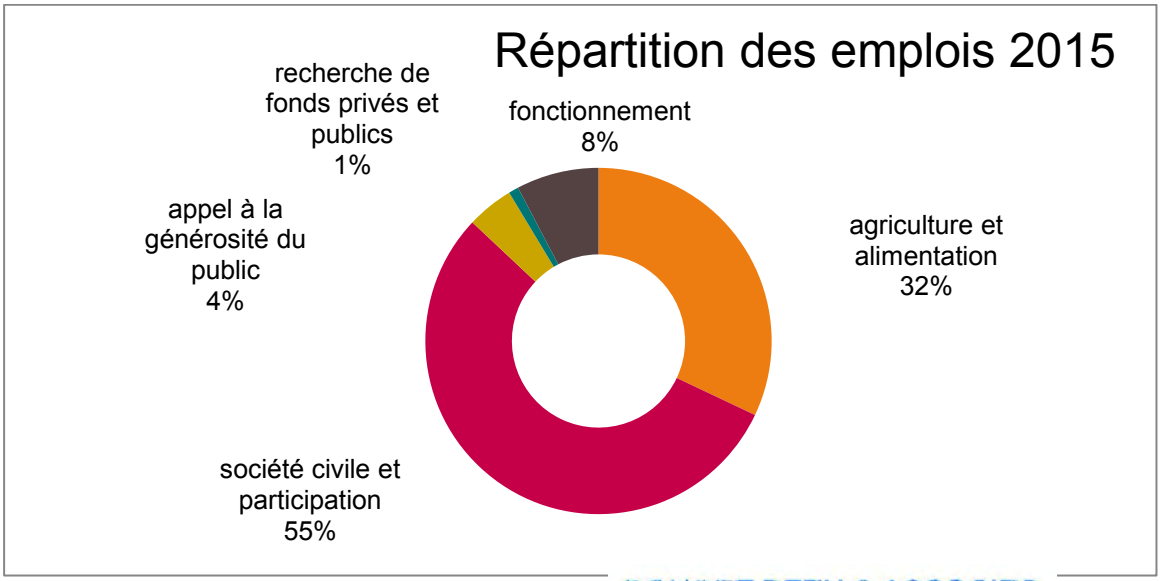
4.4. Les emplois de l'exercice (colonne 1 du CER)

Tableau de passage du compte de résultat au compte d'emploi des ressources

COMPTE DE RESULTAT							
		Personnel	Autres charges d'exploitation	Convention actions développement	Convention sensibilisation	Engage-ments à réaliser	TOTAL EMPLOIS
Compte d'emploi des ressources	Agriculture et alimentation	326 667	178 936	707 137	58 000		1 270 741
	Société civile et participation	199 360	776 335	1 205 438	0		2 181 133
	Missions sociales	**526 027**	**955 271**	**1 912 576**	**58 000**	**0**	**3 451 874**
	frais d'appel à la générosité du public	46 109	126 982				173 092
	frais de recherche de fonds privés	13 915	0				13 915
	frais de recherche de fonds publics	22 934	0				22 934
	Frais de recherche de fonds	**82 959**	**126 982**	**0**	**0**	**0**	**209 941**
	Vie associative	13 807	12 743				26 550
	Fonctionnement	105 707	123 857				229 564
	Communication institutionnelle	42 181	6 987				49 168
	Fonctionnement	**161 694**	**143 587**	**0**	**0**	**0**	**305 281**
	Engagements : ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées					744 639	744 639
	TOTAL	**770 680**	**1 225 841**	**1 912 576**	**58 000**	**744 639**	**4 711 735**
	Résultat						**509**
	TOTAL du CER						**4 712 244**
	Transfert de charges						**9 677**
	TOTAL du Compte de résultat						**4 721 921**

Répartition des emplois de l'exercice

Les missions sociales représentent 87 % des emplois de l'exercice (hors engagement), les frais liés à la recherche de fonds 5 % et le fonctionnement 8 %.



DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Ventilation des emplois par nature de charges du compte de résultat

	Mission sociale	Recherche fonds	Fonction-nement	Total 2015
Fournitures et copie	4 068	835	3 442	8 345
Sous traitance	40 587	82 071	318	122 976
Loyers et charges locatives	0	0	62 820	62 820
Entretien, assurance, documentation	11 486	300	26 319	38 105
Honoraires - expertises	4 200	0	14 970	19 170
Impression publication	26 149	7 449	2 393	35 991
Déplacements et frais de mission	116 628	14	4 072	120 714
Affranchissements téléphone fax	2 671	31 721	4 704	39 096
Autres services extérieurs	13 890	4 592	12 456	30 937
Sous total services	**215 610**	**126 148**	**128 051**	**469 809**
Impôts et taxes	0	0	7 490	7 490
Sous total impôts et taxes	**0**	**0**	**7 490**	**7 490**
Salaires	335 744	52 791	97 135	485 669
Cotisations sociales	195 961	30 326	65 515	291 803
Sous total ressources humaines	**531 705**	**83 117**	**162 650**	**777 472**
Charges diverses de gestion	12 567	0	330	12 897
Convention actions développement	1 680 170	0	0	1 680 170
Allocation de fonds partenaires	937 515	0	0	937 515
Convention sensibilisation concertation	58 000	0	0	58 000
Sous total autres charges	**2 688 252**	**0**	**330**	**2 688 582**
Dotations aux amortissements	0	0	3 704	3 704
Dotations aux provisions pour risques/charges	5 645	0	0	5 645
Sous total dotations aux amortissements	**5 645**	**0**	**3 704**	**9 349**
Sous total charges d'exploitation	**3 445 280**	**210 099**	**305 667**	**3 961 047**
Charges financières	14 305	0	7	14 311
sous total charges financières	**14 305**	**0**	**7**	**14 311**
charges exceptionnelles /prov risque	587	0	827	1 414
sous total charges exceptionnelles	**587**	**0**	**827**	**1 414**
Emplois de l'exercice	**3 460 172**	**210 099**	**306 501**	**3 976 773**
Engagement à réaliser sur subvention	641 903	0	0	641 903
Engagement à réaliser sur fonds propres	69 087	0	0	69 087
Engagement à réaliser sur fonds privés	33 649	0	0	33 649
Sous total engagements	**744 639**	**0**	**0**	**744 639**
Total charges de l'exercice	**4 204 811**	**210 099**	**306 501**	**4 721 412**
Transfert de charges affectant l'exercice	8 298		1 378	9 677
Total des charges présentées dans le CER	**4 196 513**	**210 099**	**305 123**	**4 711 735**

Répartition des ressources humaines

68 % des ressources humaines concernent les missions sociales pour notamment :

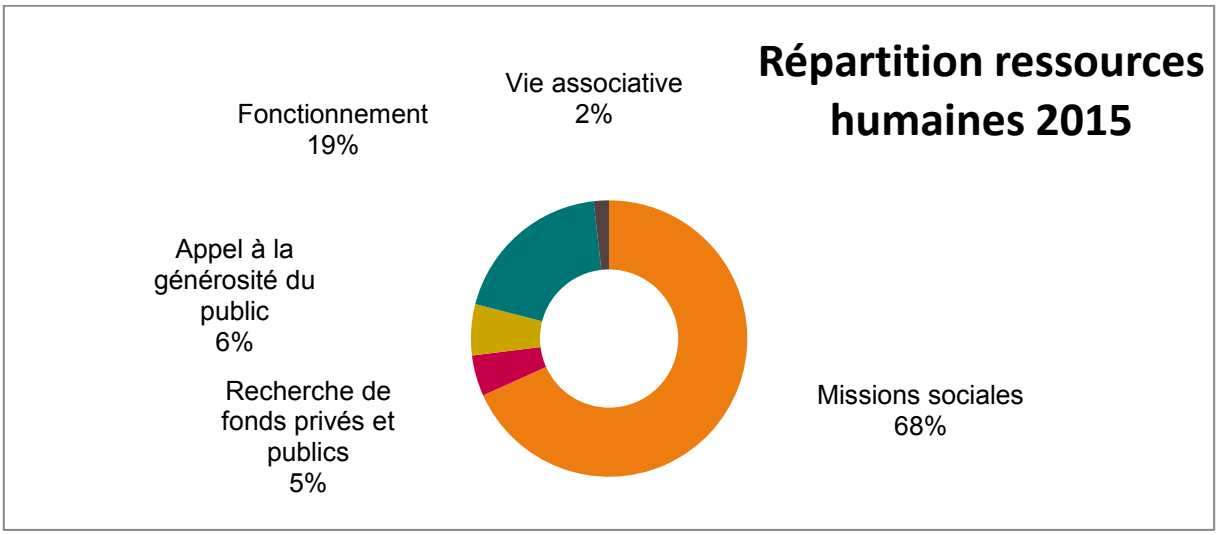
- instruire et suivre l'appel à initiatives agriculture et alimentation et assurer la capitalisation des activités menées sur le thème « nourrir les villes » et d'autre part animer la campagne ALIMEN**TERRE** en coordonnant des actions d'éducation au développement et de plaidoyer ;

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

- animer le programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement (CAAC) et les PCPA, appuyer les équipes algériennes et congolaises qui assurent la mise en œuvre de ces programmes dans ces deux pays.

Pour fournir des moyens indispensables à la mise en œuvre des missions sociales, l'équipe salariée s'investit également :

- dans la recherche de fonds et dans la rédaction de comptes rendus techniques et financiers (5 % pour les subventions privées et publiques et 6 % pour les appels à la générosité du public) ;
- dans la vie associative (2 % de la masse salariale), autrement dit le suivi des instances qui déterminent les orientations générales de l'association ;
- dans le fonctionnement général de l'association et la communication institutionnelle (19 %).



Détail des missions sociales : 3 451 874 € (3 135 625 € en 2014)

MISSIONS SOCIALES	2013	2014	2015
appel à initiatives agriculture et alimentation (instruction, suivi, mise en œuvre des projets)	324 827	747 867	928 696
campagne ALIMENTERRE (éducation au développement et plaidoyer)	307 652	297 255	342 044
TOTAL AGRICULTURE ET ALIMENTATION	**632 479**	**1 045 122**	**1 270 741**
formation professionnelle et insertion des jeunes	92 546	0	0
TOTAL ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	**92 546**	**0**	**0**
convention programme société civile et participation	692 409	12 355	2 621
PCPA Algérie	394 127	925 592	1 148 509
PCPA Congo	876 669	644 497	432 480
CAAC		24 037	365 118
Partenariat Guinée - Coopération Atlantique - Fonds de dotation Canal Plus	299 330	484 022	232 406
TOTAL SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION	**2 262 534**	**2 090 503**	**2 181 133**
TOTAL DES MISSIONS SOCIALES	**2 987 559**	**3 135 625**	**3 451 874**

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

Agriculture et alimentation : 1 270 741 € (1 045 122 € en 2014)

L'année 2015 a été marquée par la poursuite du programme visant à démontrer la capacité de l'agriculture familiale à nourrir les villes et à sensibiliser les citoyens et les responsables politiques sur cet enjeu. Il bénéficie d'un cofinancement public (Agence Française de Développement), de cofinancements privés (particulièrement de la Fondation de France, de la Fondation Danielle et Nica Carasso, Biocoop, Fondation Léa Nature) et de donateurs individuels. Il comprend :

- le soutien à des initiatives de terrain à travers le fonds agriculture et alimentation. Le CFSI assure le secrétariat d'un appel conjoint CFSI / Fondation de France, l'animation des échanges et de la capitalisation sur le thème « nourrir les villes », les appuis financiers du CFSI à ses organisations membres et partenaires, (les appuis de la Fondation de France ne sont pas comptabilisés au CFSI car ils sont versés directement par la Fondation de France aux porteurs de projets avec lesquels elle passe des conventions) ;
- la campagne ALIMEN**TERRE** qui inclut le Festival de films et des actions de plaidoyer.

Société civile et participation : 2 181 133 € (2 090 503 € en 2014)

La mission sociale, société civile et participation, est cofinancée par l'Agence Française de Développement, l'Union européenne, des bailleurs privés et les donateurs du CFSI. L'évolution 2015 reflète la situation d'avancement des programmes pluriannuels :

- la restructuration du budget de la convention pour le PCPA Congo sur la période 2014-2017, du fait du non versement de Ministère du Plan ;
- la fin de la phase actuelle du PCPA Algérie avec la réalisation des actions conventionnées depuis 2014 ce qui explique l'évolution par rapport à 2014 ;
- la montée en puissance du programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement (CAAC) qui est également soutenu par la Fondation Abbé Pierre.

Les frais d'appel à la générosité du public et le fonctionnement

Les frais d'appel à la générosité du public : 174 139 € (180 299 € en 2014)

Les frais d'appel à la générosité sont moins importants en 2015 car l'opération de recrutement de nouveaux donateurs a été limitée par rapport à celle menée en 2014. L'ensemble des frais engagés en 2015 correspond :

- aux dépenses liées à l'information des donateurs : cette information est réalisée par des courriers postaux (incluant l'envoi de « l'Essentiel de l'année » pour présenter les comptes aux donateurs) et par une lettre électronique trimestrielle. Le CFSI a fait le choix depuis plus de 15 ans de limiter ses envois postaux à ses donateurs en adressant au maximum 4 courriers par an (et un courrier par an à ceux qui le demandent) ;
- aux dépenses visant à pérenniser les actions du CFSI (passage au prélèvement des donateurs, recrutement de nouveaux donateurs).

L'équipe du CFSI a réalisé l'ensemble des messages. Les opérations de passage au prélèvement sont réalisées avec l'appui d'un prestataire extérieur.

Les frais de traitement des dons incluent la saisie des dons réalisée en interne par l'équipe du CFSI et le traitement informatique du fichier pour lequel le CFSI fait appel à un prestataire extérieur.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

RATIO DE COLLECTE	2013	2014	2015
collecte brute	605 940	539 810	506 262
frais d'appel à la générosité	145 113	109 677	96 909
frais de traitement des dons	81 707	70 622	76 183
collecte nette	379 120	359 511	333 170
ratio frais collecte/collecte brute	37%	33%	34%

Les frais de recherche et de suivi des fonds privés : 13 945 € (20 841 € en 2014) et de fonds publics : 22 934 € (47 267 € en 2014)

La recherche et le suivi des fonds privés et publics sont réalisés par l'ensemble des responsables de programme du CFSI avec l'appui du service administratif et de la direction du CFSI.

En 2015, les charges de personnel pour la recherche de fonds privés ont été moins importantes qu'en 2014.

Concernant la recherche et le suivi des fonds publics, les échéances des programmes ont nécessité moins de dépenses.

La vie associative : 26 550 € (28 521 € en 2014)

Les dépenses liées à la vie associative incluent :

- le fonctionnement des instances (déplacements, frais de réunion) ;
- les cotisations à différents collectifs (Comité de la Charte, Coordination Sud, F3E) ;
- les ressources humaines correspondantes.

VIE ASSOCIATIVE	2013	2014	2015
Frais des instances	7 318	2 948	3 968
Adhésion à des collectifs	6 726	8 715	8 775
Ressources humaines	10 766	16 859	13 807
TOTAL	**24 810**	**28 521**	**26 550**

Le fonctionnement général : 229 564 € (242 002 € en 2014)

Les charges de fonctionnement représentent 6 % des emplois hors dotation aux engagements. Elles comprennent :

- les fournitures générales de fonctionnement et les services correspondants imputés au fonctionnement (notamment la maintenance informatique, les honoraires pour l'audit général des comptes du CFSI) ;
- les charges liées au siège social ;
- les ressources humaines (direction et gestion générale) ;
- les amortissements.

FONCTIONNEMENT	2013	2014	2015
Fournitures, copies, services (informatique, téléphone, commissaire aux comptes)	43 255	43 499	50 014
Locaux (location, charges locatives, EDF, entretien)	87 157	81 935	71 376
Ressources humaines	100 275	114 190	105 707
Amortissement (matériel, installation)	6 285	2 379	2 467
TOTAL	**236 972**	**242 002**	**229 564**

La communication institutionnelle : 49 168 € (50 070 € en 2014)

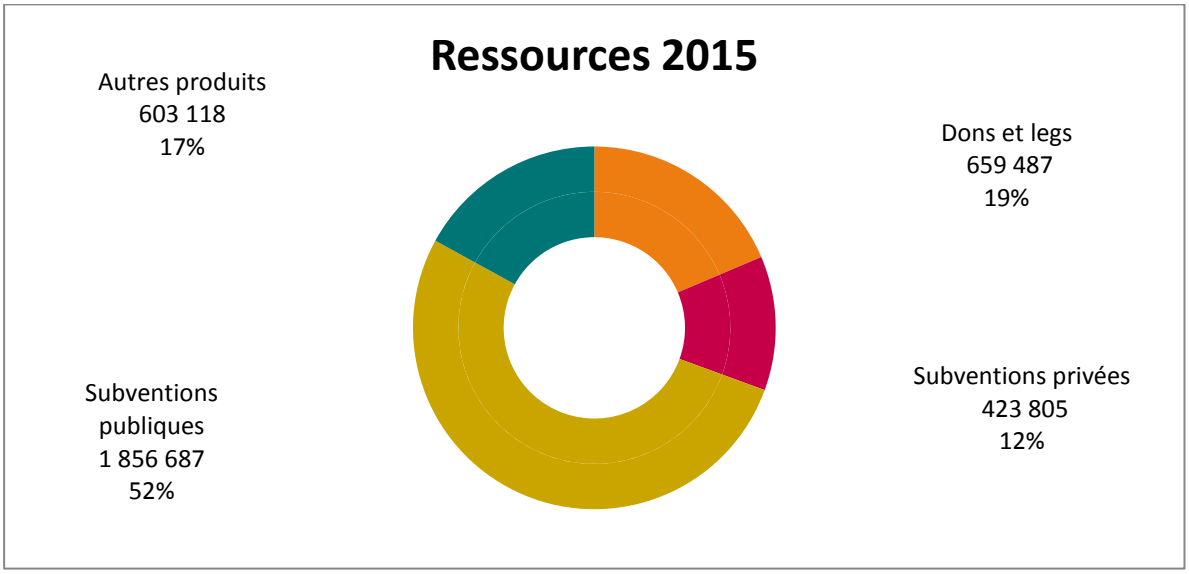
Les frais de communication institutionnelle du CFSI correspondent à :

- des charges liées au développement et à la maintenance du site internet www.cfsi.asso.fr ;
- des ressources humaines internes au CFSI.

COMMUNICATION	2013	2014	2015
Fournitures et prestataire (maintenance site internet, appui)	5 734	9 024	5 750
Ressources humaines	25 877	37 701	42 181
Amortissement (matériel, installation)	5 741	3 345	1 237
TOTAL	**37 352**	**50 070**	**49 168**

4.5. Les ressources (colonne 2 du CER)

Les ressources correspondent aux ressources inscrites au compte de résultat. Elles sont affectées aux activités conformément aux règles élaborées par le conseil de direction.



4.6. L'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public (colonne 3 du CER)

Les ressources collectées auprès du public ont été imputées aux emplois conformément aux règles définies par le conseil de direction du CFSI. Les emplois de l'exercice (4 711 735 €) ont été financés à 16 % par des fonds issus de la générosité du public (soit 761 128 €). 64 % des fonds issus de la générosité du public utilisés en 2015 ont financé les missions sociales.

4.7. Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2015 (colonne 4 du CER)

Le suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées durant l'exercice implique de prendre en compte :

- le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'année (115 304 €) ;
- les ressources constatées sur l'exercice correspondant aux ressources issues de la générosité du public inscrites au compte de résultat et dans la colonne 2 du CER (659 488 €) ;
- la variation des fonds dédiés collectés auprès du public (101 399 €).

L'ensemble de ces montants permettent de déterminer les sommes disponibles durant l'année (761 128 €). Les montants utilisés en cours d'année sont déduits de ce montant et laissent apparaître le solde non affecté et non utilisé en fin d'année et qui sera disponible sur l'exercice suivant (soit 115 062 €).

Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice

La consommation des ressources collectées auprès du public (761 128 €) est légèrement supérieure au montant collecté sur l'exercice car une partie des fonds dédiés lors des exercices précédents a été consommée en 2015.

Le solde disponible en fin d'année (115 062 €) sera reporté début 2016. Ce report de ressources permet d'agir sur la durée et de concrétiser des engagements sans attendre d'avoir obtenu l'ensemble des ressources disponibles pour démarrer de nouvelles actions.

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

5. CONVENTIONS SIGNÉES AVEC DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES AU CONSEIL DE DIRECTION

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

5.1. Conventions signées en 2015

SIGNATAIRE	Pays	Libellé	Financement	Durée en mois	Date début	Date de fin	Date de signature	Membre du CD
Artisans du Monde Bourg en Bresse	France	ALIMEN**TERRE** 2015	800	12	01/01/15	31/12/15	01/09/15	Gérald GODREUIL
Artisans du Monde Grenoble	France	ALIMEN**TERRE** 2015	1 200	12	01/01/15	31/12/15	01/09/15	Gérald GODREUIL
Cap Solidarités	France	ALIMEN**TERRE** 2015	2 700	12	01/01/15	31/12/15	01/09/15	Aït Essaghir EL HASSAN
Coopération Atlantique	France	ALIMEN**TERRE** 2015	3 000	12	01/01/15	31/12/15	01/09/15	Elsa CARDINAL
GRDR	Sénégal	Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains	50 000	36	01/07/15	30/06/18	17/08/15	Pauline CASALEGNO
GRET	Burkina Faso	Valorisation des produits locaux transformés pour les marchés urbains du Burkina	50 000	35	01/01/15	30/11/17	02/02/14	Damien THIBAULT
Batik International	Egypte / Maroc / Tunisie/ France	E'changeons : ensemble pour le changement des mentalités sur l'insertion économique et professionnelle des femmes	64 040	24	01/03/15	28/02/17	21/05/15	Pauline de la CRUZ
Cap Solidarités	Madagascar / France	Jeunes : esprit d'entreprendre et développement solidaire des territoires	58 575	36	01/01/15	31/12/17	21/05/15	Aït Essaghir EL HASSAN
CGT	Honduras / Nicaragua / Costa Rica / Panama / Colombie / Equateur / Pérou / Antilles françaises	La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane	66 440	24	01/01/15	31/12/16	21/05/15	Jean-Jacques GUIGON

SIGNATAIRE	Pays	Libellé	Financement	Durée en mois	Date début	Date de fin	Date de signature	Membre du CD
Coopération Atlantique	Basse Guinée / France	L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural : un enjeu en partage, un projet de coopération solidaire entre acteurs et territoires en devenir / Pays de la Loire – Basse Guinée »	66 440	36	01/01/15	31/12/17	21/05/15	Elsa CARDINAL
ESSOR	Tchad / France	Concertation pluri acteurs, échanges Nord/Sud (Tchad/France) et mise en place de dispositifs innovants autour de la formation et l'insertion professionnelle	66 333	24	01/05/15	30/04/17	21/05/15	Jean-Philippe DELGRANGE
GRDR	Mali / France	Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires du Nord-Pas de Calais et de Kayes	65 620	30	01/02/15	31/07/17	21/05/15	Pauline CASALEGNO
GRET	Vietnam / France	Le droit, vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques au Vietnam et en France pour les femmes migrantes	66 000	24	01/01/15	31/12/16	21/05/15	Damien THIBAULT
SPF	Salvador / France	Des Paniers paysans de Comasagua (Salvador) au jardin solidaire de Montauban	66 440	24	02/01/15	31/12/16	21/05/15	Lysia Beysselsance
		Total 2015	**627 588**					

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

5.2. Conventions exécutées en 2015 et signées lors des exercices précédents

BENEFICIAIRE	Pays	Libellé	Financement	Durée en mois initial	Date démarrage	Date de fin effective	Date de signature	Membre du CD
ESSOR	Cap-Vert	Promotion de la transformation agro-alimentaire artisanale au Cap-Vert	35 000	18	01/07/2014	31/12/2015	09/09/2014	Jean-Philippe DELGRANGE
GRDR	Sénégal	Emergence des microentreprises rurales pour nourrir les villes (EMER-Villes)	49 546	36	01/10/2011	30/09/2014	04/07/2011	Pauline CASALEGNO
GRDR	Sénégal	Développement Economie Durable et Ecocitoyenneté dans le Boundou	50 228	36	29/11/2012	30/11/2015	30/08/2012	Pauline CASALEGNO
GRDR	Mauritanie	Valoriser les produits d'élevage pour la consommation urbaine (VAPEUR)	30 000	36	01/01/2013	31/12/2015	20/11/2013	Pauline CASALEGNO
GRDR	Sénégal	Renforcer l'Accès et la Compétitivité des Produits Agroalimentaires Ruraux	35 000	17	01/08/2014	31/12/2015	09/09/2014	Pauline CASALEGNO
Total GRDR			**164 774**					
GRET	Guinée	Amélioration des capacités des Organisations de la Filière Riz en Guinée Forestière et Basse Guinée	30 000	25	01/03/2012	31/03/2014	31/08/2012	Damien THIBAULT
GRET	Algérie	Appui à la maîtrise d'ouvrage	62 350	27	01/09/2013	30/11/2015	01/06/2013	Damien THIBAULT
GRET	Sénégal	FinRur Sénégal	33 539	33	01/01/2013	30/09/2015	20/11/2013	Damien THIBAULT
GRET	Congo	Appui transversal à la coordination du Programme	54 960	36	01/01/2014	31/12/2016	02/02/2014	Damien THIBAULT
GRET	Guinée	Améliorer l'approvisionnement de la ville de TimbiMadina en productions maraichères locales	35 000	18	01/07/2014	30/11/2015	09/09/2014	Damien THIBAULT
Total GRET			**215 849**					
Total général			**415 623**					

DOUCET BETH & ASSOCIES
Expertise Comptable - Commissariat aux Comptes
12-14 rue de l'Eglise - 75015 PARIS

COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr